

M. GRAYDON: Les 73,000 ne sont pas tous dans la catégorie A-1.

L'hon. M. RALSTON: J'aurais dû ajouter aussi que ces hommes que j'ai mentionnés ne sont pas tous au Canada. Ils se trouvent dans la zone nord-américaine, dans l'hémisphère occidental. Il y en a au Labrador, aux Antilles, à Terre-Neuve et un certain nombre en Alaska.

M. GRAYDON: Le ministre a fait mention des troupes stationnées en d'autres parties du monde. Or à ce sujet, je désire lui poser une question avant que ses crédits soient adoptés. La presse associée a communiqué aux journaux du Canada ce matin la substance d'une entrevue avec un officier du service de renseignements de l'armée américaine. Le ministre a sans doute pris connaissance de cette nouvelle et il possède peut-être quelque information à ce sujet. Voici le texte de la nouvelle:

Un officier du service de renseignements de l'armée américaine a déclaré ce soir que des propos indiscrets, émanant principalement de Seattle, avaient permis aux Japonais de retirer de Kiska, en août dernier, des milliers d'hommes et de vastes quantités de matériel afin de laisser aux troupes américaines et canadiennes d'invasion "une victoire futile qui équivalait à une défaite".

Et plus loin:

La nouvelle du projet d'attaque sur Kiska était passablement répandue à Seattle, et avant l'invasion, des personnes non autorisées, tant militaires que civiles, dévoilèrent ouvertement la date de l'attaque fixée au 15 août.

En conséquence, les Japonais évacuèrent l'île de leur plein gré et il n'y avait plus personne lorsque nos troupes y parvinrent à trois heures du matin. Des décharges de mitrailleuses ici et là, rapportées la veille par nos avions de reconnaissance, attestaient la présence de troupes ennemies. Or même celles-là furent évacuées avant l'arrivée des nôtres.

Les Japonais savaient que l'attaque aurait lieu et ils en connaissaient la date. Ils ont eu vent de la chose si nettement et si longtemps d'avance que, s'ils avaient décidé de renforcer leurs troupes, ils auraient pu nous anéantir.

Je soulève cette question maintenant parce qu'elle se rapporte au crédit à l'étude. J'ai toutefois constaté, avec grand plaisir, qu'on n'a fait allusion à aucune indiscretion de la part de la population canadienne. Il y a lieu de se préoccuper de cette question et je désire demander au ministre s'il n'aurait pas quelques observations à faire au sujet de cette dépêche; il me semble en effet que le ministre et le Gouvernement pourraient profiter de l'occasion pour mettre le peuple canadien en garde sur ce point particulier qui a peut-être aujourd'hui plus d'importance que jamais. Cela est dû non pas tant à ce qui se dit au Canada qu'aux déclarations erronées formulées par des gens détenant des postes de commandement en dehors du pays et qui prétendent que la guerre avec l'Allemagne se terminera en 1944. Il importe

[L'hon. M. Ralston.]

que la population canadienne sache bien que nous sommes encore loin de la victoire. Elle doit comprendre par conséquent que les propos irréflechis ne sont pas plus permis maintenant qu'ils ne l'étaient il y a deux ou trois ans. J'incline à croire que la population canadienne est portée à traiter toute la question de la guerre un peu trop à la légère. Nous avons ici un exemple des conséquences possibles de propos irréflechis. Je comprends que ces propos ne sont pas toujours tenus à dessein mais, qu'ils le soient ou non, les résultats sont les mêmes. J'ai été frappé de stupeur en songeant au sort qui aurait pu attendre l'expédition de Kiska par suite des propos irréflechis tenus dans un autre pays.

J'aurai atteint le but que je m'étais proposé en prenant la parole ce soir si je puis faire comprendre au Gouvernement, à la Chambre et au pays tout entier combien il importe que nous maintenions en ce moment notre ferveur guerrière, si je puis employer cette expression. C'est que je me rends compte, comme les honorables députés, le Gouvernement et la population d'une façon générale, que nous sommes encore loin de la victoire et que le moment n'est pas venu de relâcher nos efforts. Il est grand temps que la population canadienne reconnaisse la responsabilité qui lui incombe par rapport aux propos irréflechis. J'aimerais que le ministre se prononçât sur le sujet, car il y va du moral et de la sécurité du pays. En effet, plus nos gens deviennent optimistes (avec raison peut-être), plus ils sont portés à manquer de prudence dans leurs propos.

L'hon. M. RALSTON: Très souvent nous ne pouvons nous entendre, l'honorable député et moi, mais cette fois je désire faire savoir que j'endorsse tout ce qu'il vient de dire.

Il a d'abord donné lecture d'une dépêche. Il ne s'agit pas de nous renvoyer les compliments, mais j'estime que nous avons accompli un fort beau travail, et ici je parle non seulement pour l'armée, mais pour tous les employés, pour toute la population canadienne, plus particulièrement pour celle des provinces de l'Ouest, quand j'affirme que la sécurité n'a jamais été plus loyalement préservée que lors des opérations de Kiska. Ceux qui voyaient charger les navires, qui savaient que l'on retirait des troupes et qui devaient avoir une bonne idée de la direction qu'elles prendraient, ont gardé le silence parfait. A tout événement, notre service des renseignements n'a eu vent d'aucune indiscretion relativement à cette expédition. Le compliment s'adresse aussi aux proches des jeunes gens, qui n'ont pas reçu leur courrier et qui savaient qu'il se préparait quelque chose; puis aux jeunes gens eux-mêmes, qui ont loyalement observé les règles